

DEPARTEMENT
V A U C L U S E
CANTON
L'ISLE SUR LA SORGUE
COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG/PP/CJ/AP/RV
Direction des Services Techniques
Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/12/2024

Reçu en préfecture le 24/12/2024

Publié le

ID : 084-218400547-20241223-ARRDICT2024775-AI



Mis en ligne le 24 décembre 2024

ARRETE DU MAIRE

OBJET : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par un échafaudage sur deux pieds avec une autorisation temporaire de stationner au droit du n° 62, rue Denfert Rochereau (à l'intérieur des potelets) sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : rue Denfert Rochereau au droit du n° 68 pour des travaux de reprise partielle de toiture.
Du lundi 13 janvier 2025 au lundi 20 janvier 2025.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

- VU Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2, L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,
- VU Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines des dispositions du dit code,
- VU Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,
- VU La décision DF23-1242 du 20 décembre 2023 visée en Préfecture le 21 décembre 2023 relative à l'instauration de tarifs communaux à partir du 1^{er} janvier 2024,
- VU La demande formulée par l'entreprise JSL NEUF ET RENOVATION 349, boulevard du Mont Ventoux 84260 Sarrians en date du 17 décembre 2024, instruite par le secteur Gestion du Domaine Public de la Direction des Services Techniques,
- VU L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010 portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,
- VU L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7^{ème} Adjoint au Maire,
- VU L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,
- VU L'avis favorable du Service Juridique

CONSIDERANT Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public par un échafaudage sur deux pieds avec une autorisation temporaire de stationner à l'intérieur des potelets au lieu-dit cité en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

ARRETE

ARTICLE 1

Du lundi 13 janvier 2025 au lundi 20 janvier 2025, le domaine public par un échafaudage sur deux pieds stationner à l'intérieur des potelets au lieu-dit cité en objet sera autorisée pour permettre à l'entreprise JSL NEUF ET RENOVATION de procéder à des travaux de reprise partielle de toiture.

ARTICLE 2**Prescriptions spéciales :**

Le présent arrêté devra être affiché.

Un passage sécurisé devra être mis en place pour les piétons.

La zone des travaux devra être sécurisée.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise

ATTENTION : L'entreprise sera chargée de prévenir les riverains.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

ARTICLE 3

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise JSL NEUF ET RENOVATION qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise JSL NEUF ET RENOVATION sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur LOZAHIC Johan Tél : 06.26.58.76.05.

ARTICLE 5

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

ARTICLE 6

L'occupation du domaine public autorisée par le présent arrêté donne lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L.2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant est défini chaque année par une décision du Maire.

ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

ARTICLE 8

Les accès aux propriétés seront préservés.

ARTICLE 9

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

ARTICLE 10

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

ARTICLE 11

Monsieur l'Adjoint au Maire.

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie,

Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nîmes sur la Sorgue, le 23 décembre 2024,
L'Adjoint délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,
M. Ludovic GERMAIN

